

## BANQUE

Alors que s'ouvre cette semaine le bal de leurs résultats annuels, attendus en baisse, les banques françaises restent confrontées à une série de défis financiers, réglementaires et macroéconomiques pour plusieurs mois encore.

# La cure d'amaigrissement des banques françaises promet de peser sur leurs résultats

La valse des publications des résultats annuels s'ouvrira mercredi avec BNP Paribas, suivie par Société Générale le lendemain. BPCE et Crédit Agricole viendront ensuite le 23 février tandis que le groupe Crédit Mutuel fermera le ban le 7 mars. Mais le ton est déjà donné : Casa, la structure cotée du Crédit Agricole, a annoncé qu'elle serait en pertes en 2011, malgré un résultat de 1,6 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de l'année. De son côté, la direction du Crédit Mutuel aurait indiqué en interne une baisse de 30 % du résultat du groupe, à environ 2 milliards d'euros. Revue des principaux sujets de préoccupation.

## LA RÉDUCTION DE BILAN ET LES CONSÉQUENCES SUR LA BFI

Les marchés porteront une attention toute particulière à ce processus de « deleveraging » qui doit permettre aux banques d'augmenter leurs fonds propres et de réduire leurs besoins en liquidité. Toutes se sont lancées dans la réduction de la voilure sur certaines activités de financement. La Société Générale a ainsi atteint deux tiers des objectifs qu'elle s'est fixés pour 2013, dont 80 % de celui concernant ses besoins en dollars.

« Le modèle de banque universelle à la française a été profondément endommagé durant l'été 2011, observe Christophe Nijdam, analyste chez Alphavalue. Depuis, les deux banques qui avaient fourni des business plans détaillés, la Société Générale et le Crédit Agricole, les ont abandonnés sans communiquer de nouveaux objectifs. Quant à BNP Paribas, le groupe semble avoir aussi quelques difficultés à projeter sa rentabilité à l'horizon 2013 ou 2014 », souligne-t-il. Faute de mieux, les analystes compareront donc le coût des pre-

mières actions de réduction du bilan des banques aux montants totaux annoncés cet été, voisins de 700 millions d'euros.

Pour l'heure, « les portefeuilles d'activités de prêts étant difficiles à vendre rapidement, l'impact des plans de réduction de bilan sur la BFI devrait être moindre que celui de la mauvaise conjoncture économique sur les activités de marché au quatrième trimestre 2011 », prévient Christophe Nijdam. Le ratio de solvabilité affiché par les banques sera néanmoins un premier indicateur de leur capacité à tenir leurs objectifs sans faire appel aux marchés. « S'il ne devrait pas y avoir de problème pour BNP Paribas, l'interrogation porte sur la Société Générale, dont le plan de réduction des risques pondérés dépend en partie de la cession d'ici à un an d'actifs difficiles à vendre », souligne Romain Burnand, gérant chez Moneta Asset Management.

## L'IMPACT DE LA GRÈCE ET DE LA CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE

Avec la signature probable d'un troisième accord sur le sauvetage de la Grèce, les banques françaises pourraient avoir à rehausser le niveau de provisions passées sur la dette souveraine grecque à hauteur de 70 % ou 80 % au quatrième trimestre, contre 60 % au troisième. « Cette évolution a déjà été intégrée par les analystes, mais la vraie question est de savoir si l'allègement de la dette grecque ne crée pas un précédent. Devront-elles subir de nouvelles pertes liées à des plans semblables dans d'autres pays de la zone euro comme le Portugal ? Le risque est désormais réel », s'inquiète Christophe Nijdam.

## L'ÉVOLUTION DU COÛT DU RISQUE

Depuis le début de l'année, le ralentissement économique se

## LES ESTIMATIONS DE RÉSULTATS DES BANQUES FRANÇAISES

ESTIMATIONS MÉDIANES DU CONSENSUS BLOOMBERG POUR LE 4<sup>E</sup> TRIMESTRE 2011, EN MILLIONS D'EUROS

	PRODUIT NET BANCAIRE	RÉSULTAT NET
BNP PARIBAS	8.973	519
CRÉDIT AGRICOLE	4.787	-2.737
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	5.877	408
NATIXIS	1.467	290



révèle moins brutal qu'il ne l'était à l'automne. Les investisseurs se montrent donc moins inquiets mais le niveau du coût du risque supporté par les banques au quatrième trimestre 2011 devrait permettre d'anticiper une tendance pour le premier semestre de l'année en cours. En 2008, la crise n'avait pas épargné les pays de l'Est et le niveau des créances douteuses de Société Générale, très implantée dans cette région, devrait attirer l'attention. Par ailleurs, la facture grecque promet de s'alourdir pour la banque de la Défense et le Crédit Agricole, qui ont chacun une filiale en Grèce. Le groupe mutualiste a d'ailleurs déjà publié un avertissement sur ses résultats, notamment à cause d'Emporiki.

## LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les banques ont déjà communiqué ces dernières semaines. Le Crédit Agricole a notamment annoncé avoir passé des dépréciations sur sa participation dans l'espagnol Bankinter (617 millions d'euros) et le portugais Banco Espirito Santo (BES, 364 millions d'euros). Dans le non-coté, 191 millions d'euros de dépréciations « techniques » sont enregistrés sur les filiales italiennes et 62 millions pour la filiale ukrainienne. De la même façon, ses concurrents pourraient encore révéler des pertes comptables liées à des écarts d'acquisition ou à des dépréciations de participations. Ces opérations auront un impact sur leur compte de résultat mais il n'affectera pas les ratios de fonds propres réglementaires. A l'inverse, les banques bénéficieront d'un effet positif purement comptable sur leur dette propre de long terme dont les « spreads » se sont dégradés.

R. R. ET N. R.